

# LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

**Le 28 octobre 2023.**

**Lu.**

- Comme chaque fois en temps de guerre, il est difficile de savoir ce qui s'est réellement passé. La vérité est la première victime du conflit, et, de fait, il n'y a pas de vérité. Civils tués ? Oui, mais si tous les civils de l'État hébreu sont armés, il est difficile de dire quoi que ce soit tant qu'on ne connaît pas les circonstances de chaque mort, et cela est impossible à faire.

J-C – On y revient plus loin en détails.

---

Dans l'Appel en soutien au peuple palestinien que je vous ai soumis et j'ai signé, figurait un passage dont des lecteurs auraient pu douter de l'authenticité, du coup pour les rassurer, j'en ai demandé les références à l'un des rédacteurs de cet Appel qui m'a aimablement adressé la résolution en question des Nations Unies.

- Dans la résolution des Nations-Unies sur le droit à l'autodétermination des Palestiniens, il est affirmé « *la lutte que les peuples mènent pour assurer leur indépendance, leur intégrité territoriale, leur unité nationale et pour se libérer de la domination, de l'apartheid et de l'occupation étrangère justifie l'usage de tous les moyens à leur disposition, y compris la lutte armée.* »

**Bibliothèque numérique des Nations Unies.**

[https://digitallibrary.un.org/record/126407/files/A\\_RES\\_41\\_101-ES.pdf?ln=fr](https://digitallibrary.un.org/record/126407/files/A_RES_41_101-ES.pdf?ln=fr)

---

**Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.**

- La campagne de bombardements israéliens sur la bande de Gaza a tué 7.326 personnes, dont plus de 3.000 enfants, selon le dernier bilan du Hamas. AFP 28 octobre 2023

---

**Israël intensifie ses frappes à Gaza, “étend” ses opérations terrestres - Courrier International 28 octobre 2023**

L'armée israélienne a fait des incursions, vendredi 27 octobre au soir, dans la bande de Gaza, après avoir intensifié ses bombardements sur l'enclave, ont indiqué des responsables militaires israéliens, comme le relate le New York Times.

---

## **Manifestations en Cisjordanie et dans des pays arabes en soutien aux Palestiniens - AFP/actu.orange.fr 28 octobre 2023**

Plusieurs milliers de personnes ont de nouveau manifesté vendredi en Cisjordanie occupée et dans plusieurs pays arabes en soutien aux Palestiniens de la bande de Gaza, bombardée par Israël depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre.

"*Libérez Gaza!*", ont scandé des centaines de Palestiniens qui ont battu le pavé à Ramallah, en Cisjordanie occupée, brandissant des drapeaux du Hamas mais aussi d'autres mouvements palestiniens, a constaté une journaliste de l'AFP.

Au moins cinq mille personnes ont manifesté à Amman pour réclamer l'annulation du traité de paix entre la Jordanie et Israël et dénoncer les bombardements menés par Israël contre la bande de Gaza. AFP/actu.orange.fr 28 octobre 2023

---

## **Des centaines d'arrestations à New York pendant une manifestation juive de soutien à Gaza - AFP/actu.orange.fr 28 octobre 2023**

La police de New York a annoncé au moins 200 arrestations, et les organisateurs ont affirmé que plus de 300 personnes avaient été interpellées lors de la dispersion de ce rassemblement à l'intérieur de la gare new-yorkaise de Grand Central.

Le sit-in massif a été organisé par le groupe Jewish Voice for Peace-New York City, selon qui plusieurs milliers de participants ont bloqué le hall principal de la gare. Il s'agit du "*plus grand acte de désobéissance civile que la ville de New York ait connu en vingt ans*", a-t-il affirmé.

"*Le shabbat est généralement un jour de repos, mais nous ne pouvons pas nous permettre de nous reposer pendant qu'un génocide se déroule en notre nom*", a déclaré la rabbine May Ye dans un communiqué publié par les organisateurs.

"*Les vies des Palestiniens et des Israéliens sont étroitement liées, et la sécurité ne peut venir que de la justice, de l'égalité et de la liberté pour tous*", a-t-elle ajouté. AFP/actu.orange.fr 28 octobre 2023

---

## **L'hypocrisie criminelle de Macron.**

Etant donné qu'Israël n'a jamais respecté ce qu'ils appellent "*le droit international*", accorder "*le droit d'Israël de se défendre*" dans ce cadre, signifie légitimer par avance tous les crimes de masse qu'il commettra en toute impunité.

Dans son discours, Emmanuel Macron a également rappelé "*le droit d'Israël de se défendre, dans les limites du droit international et humanitaire*" et expliqué qu'"*il faut une relance*

*décisive des négociations pour une solution à deux États*". Ce discours a été prononcé en marge du Conseil européen avec les 27. actu.orange.fr 27 octobre 2023

---

### **L'UE ou le vassal de Washington, complice du génocide palestinien pratiqué par l'Etat féodal, théocratique et fasciste israélien.**

A l'issue du Conseil européen, les 27 pays de l'UE ont refusé d'appeler à un « *Cessez-le-feu* » parce que l'expression pourrait être interprétée comme un soutien à la résistance palestinienne ou "*une remise en cause du droit d'Israël à se défendre*", ont-ils précisé. Ils ont préféré le terme de « *pauses* », au pluriel, comprenez entre deux bombardements ! Source AFP 27 octobre 2023

---

### **Guerre Hamas – Israël : L'ONU vote pour une « trêve humanitaire », colère de l'Etat hébreu - AFP/20 Minutes 28 octobre 2023**

L'Assemblée générale de l'ONU a réclamé vendredi à une large majorité une « *trêve humanitaire immédiate* », au 21e jour de la guerre entre le Hamas et Israël, qui a fustigé une « *infamie* » au moment où son armée a annoncé « *étendre* » ses opérations terrestres à Gaza.

Après quatre échecs en dix jours du Conseil de sécurité à agir, l'Assemblée générale a pris le relais sur ce dossier qui a mis en lumière des divisions, notamment chez les Occidentaux.

« *Alors que nous sommes témoins d'une invasion terrestre d'Israël au moment où nous parlons, et en l'absence d'action déterminée du Conseil de sécurité, (la résolution) a un objectif simple mais vital, en ligne avec la raison d'être des Nations unies : la paix* », a déclaré l'ambassadeur jordanien Mahmoud Daifallah Hmoud, dont le pays a élaboré le texte au nom du groupe de 22 pays arabes.

La résolution non contraignante, qui « *demande une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue, menant à la cessation des hostilités* », a recueilli à New York sous les applaudissements 120 votes pour, 14 contre (dont Israël et les Etats-Unis), et 45 abstentions, sur les 193 membres de l'ONU.

La résolution de l'Assemblée générale est largement centrée sur la situation humanitaire à Gaza, demandant notamment la fourniture « *immédiate* » d'eau, nourriture, carburant, électricité, et l'accès « *sans entrave* » de l'aide humanitaire.

Elle condamne également « *tous les actes de violence dirigés contre des civils palestiniens et israéliens, notamment tous les actes de terrorisme et les attaques sans discernement* », et se dit « *vivement préoccupé par la dernière escalade de la violence depuis l'attaque du 7 octobre* », mais sans mentionner le Hamas.

« *Honte à vous !* », a lancé l'ambassadeur israélien à l'ONU Gilad Erdan, qualifiant cette résolution d' « *infamie* ». « *C'est un jour sombre pour l'ONU et pour l'humanité* », a-t-il

ajouté, promettant qu'Israël continuerait à utiliser « *tous les moyens* » à sa disposition pour « *débarrasser le monde du mal que représente le Hamas* ».

Les Etats-Unis, qui avaient aussi dénoncé l'absence des mots « *Hamas* » et « *otages* » dans le texte, ont sans surprise voté contre. Le Royaume-Uni s'est abstenu.

Un amendement canadien voulant condamner « *catégoriquement les attaques terroristes du Hamas* » du 7 octobre et demander la « *libération immédiate et inconditionnelle* » des otages a été rejeté, recueillant malgré tout 88 voix pour, 55 contre et 23 abstentions (deux-tiers des voix exprimées étaient nécessaires pour passer).

La France, reconnaissant que « *certaines éléments essentiels manquent dans le texte* », a malgré cela soutenu la résolution jordanienne. « *Car rien ne saurait justifier les souffrances des civils* », a insisté l'ambassadeur français Nicolas de Rivière.

Mais si la France, l'Espagne, ou la Belgique ont voté pour le texte, l'Allemagne, l'Italie et la Finlande se sont abstenues, tandis que l'Autriche, la République tchèque et la Hongrie ont voté contre. « *Une catastrophe pour les efforts de l'UE de projeter une position commune à l'ONU* », a commenté Richard Gowan, de l'International Crisis Group. AFP/20 Minutes 28 octobre 2023

---

### **Le parlement libyen menace de suspendre l'exportation du brut vers les soutiens d'Israël - afriquemediatv 26 octobre 2023**

Le Parlement libyen a menacé mercredi de suspendre « *l'exportation du brut et du gaz* » vers les pays qui soutiennent Israël, en cas de poursuite de la guerre dans la bande de Gaza. C'est en effet ce qui ressort d'un communiqué partagé par le porte-parole de la Chambre des représentants (Parlement), Abdullah Belhaq, sur ses réseaux sociaux.

« *Si les massacres perpétrés par cet ennemi sioniste (Israël) ne cessent pas, nous demanderons au gouvernement libyen de suspendre l'exportation du pétrole et du gaz vers les États qui soutiennent cette entité* », peut-on lire dans le communiqué.

Le Parlement libyen demande donc aux ambassadeurs des pays qui soutiennent Israël « *de quitter immédiatement* » le territoire libyen.

Il a également « *condamné le soutien des gouvernements des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Italie à l'entité sioniste dans ses crimes perpétrés dans la bande de Gaza* ».

Dans le même document, la Chambre des représentants a qualifié la guerre qui sévit dans la bande de Gaza de « *génocide mené par les États-Unis et l'Occident contre un peuple assiégé et sans défense* ». afriquemediatv 26 octobre 2023

## **Le boomerang de leur massacre hystérique. La vérité commence à percer.**

**« Massacres du Hamas » : Que s'est-il réellement passé le 7 octobre ? -  
reseauinternational.net 27 octobre 2023**

Ces pages peuvent être traduites automatiquement en français avec Mozilla.

<https://www.nbcnews.com/tech/internet/unverified-allegations-beheaded-babies-israel-hamas-war-inflame-social-rcna119902>

<https://www.aljazeera.com/news/2023/10/12/white-house-walks-back-bidens-claim-he-saw-children-beheaded-by-hamas>

Il apparaît aujourd'hui que près de la moitié des Israéliens tués étaient des combattants, que les forces israéliennes étaient responsables de la mort de certains de leurs propres civils et que Tel-Aviv a diffusé de fausses informations sur les atrocités commises par le Hamas pour justifier son attaque aérienne dévastatrice contre les civils palestiniens à Gaza.

Deux semaines après l'assaut du Hamas contre Israël le 7 octobre, une image plus claire de ce qui s'est passé – qui a été tué et par qui – commence à émerger.

Au lieu du massacre massif de civils revendiqué par Israël, des chiffres incomplets publiés par le journal hébreu Haaretz montrent que près de la moitié des Israéliens tués ce jour-là étaient en fait des combattants – soldats ou policiers.

Dans l'intervalle, deux semaines de couverture médiatique occidentale selon laquelle le Hamas aurait tué environ 1 400 civils israéliens lors de son attaque militaire du 7 octobre ont permis d'enflammer les émotions et de créer le climat propice à la destruction sans retenue par Israël de la bande de Gaza et de sa population civile.

Les comptes rendus du nombre de morts israéliens ont été filtrés et façonnés de manière à suggérer qu'un massacre massif de civils avait eu lieu ce jour-là, les bébés, les enfants et les femmes étant les principales cibles d'une attaque terroriste.

Aujourd'hui, les statistiques détaillées sur les victimes publiées par le quotidien israélien Haaretz brossent un tableau tout à fait différent. À la date du 23 octobre, le journal a publié des informations sur 683 Israéliens tués au cours de l'offensive menée par le Hamas, y compris leurs noms et les lieux où ils ont été tués le 7 octobre.

Parmi elles, 331 victimes – soit 48,4% – ont été confirmées comme étant des soldats et des officiers de police, dont de nombreuses femmes. Treize autres sont décrits comme des membres des services de secours, et les 339 autres sont ostensiblement considérés comme des civils.

Bien que cette liste ne soit pas exhaustive et ne représente qu'environ la moitié du nombre de morts déclaré par Israël, près de la moitié des personnes tuées dans la mêlée sont clairement identifiées comme des combattants israéliens.

Jusqu'à présent, aucun décès d'enfant de moins de trois ans n'a été enregistré, ce qui remet en question la thèse israélienne selon laquelle les bébés auraient été pris pour cible par les résistants palestiniens. Sur les 683 victimes recensées à ce jour, sept étaient âgées de 4 à 7 ans et neuf de 10 à 17 ans. Les 667 autres victimes semblent être des adultes.

**Pour lire la suite de ce long article :**

<https://reseauinternational.net/massacres-du-hamas-que-sest-il-reellement-passe-le-7-octobre/>

J-C - De l'extrême droite à l'extrême gauche, tous se sont empressés de condamner ce qu'ils ont appelé "*les atrocités*" commis par le "*Hamas*" le 7 octobre 2023, sur la seule foi des déclarations des autorités israéliennes, donc sans prendre la précaution indispensable de prendre du recul et de se demander si ces informations ne relèveraient pas plutôt de la propagande de guerre ou dans quelle mesure elles n'auraient pas été en partie falsifiées ou fabriquées pour justifier la réponse que l'Etat sioniste allait lui apporter, un tapis de bombe sur Gaza.

La lutte de classes consiste dans le combat entre des exploités et des oppresseurs contre des exploités et des opprimés, ce combat est inégal puisque seuls les premiers détiennent richesse et armement, et lorsque les seconds se soulèvent pour s'emparer de leur richesse en prenant les armes, les premiers déclarent que leur soulèvement armé est illégal et qu'ils doivent se soumettre à l'ordre établi qui lui-même est inégal, puisque les fondements du capitalisme repose sur l'inégalité entre le classe des exploités et celle des opprimés, les rapports sociaux à l'origine de toutes les discriminations qui prévalent dans la société et de la violence qui en découlent, dont les exploités seront essentiellement les victimes

Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, c'est le droit de l'homme blanc occidental de coloniser et d'exploiter tous les autres continents et leurs peuples, de les convertir par la force à leur modèle de société, de les réprimer, de les occuper et de les massacrer s'ils résistent ou entendent profiter égoïstement des richesses que renfermerait leur pays.

C'est sur ce modèle qu'a été conçu l'Etat juif par Théodore Herzl et Lord Lionel Walter Rothschild qui devait s'établir sur le territoire de la Palestine et dont les indigènes non juifs devaient être chassés, ce n'est écrit nulle part aussi clairement, c'est l'évolution des rapports entre sionistes et Palestiniens depuis la déclaration de Balfour de 1917 jusqu'à nos jours qui permet d'affirmer que c'était leur objectif initial. A suivre.

---

**France occupée.**

**Stratégie de la terreur pour régner et parvenir à ses fins. Après le lait, le tour des yaourts.**

J-C - Il y a quelques jours je rappelais qu'ils avaient décidé (à Davos) de vous convaincre de changer de comportement et de ne plus consommer de viande et de produits laitiers, donc ils font tout pour vous en persuader.

Il y a quelques jours le lait incriminé présentait juste une anomalie à peine perceptible et sans danger au niveau du goût ou de l'odorat, là avec le yaourt, il s'agirait d'une "irritation" insignifiante ou sans conséquence pour la santé, mais en produisant une telle alerte, ils savent que bien des gens particulièrement crédules vont décider de s'abstenir dans l'avenir de consommer du yaourt, on ne sait jamais, et si cette fois c'était vrai ?

C'est étonnant, en Inde où l'hygiène et le niveau de conscience en général de la population laisse plutôt à désirer, je n'ai jamais été confronté à ce genre de situation, c'est comme avec le covid-19, si les médias occidentaux et l'OMS n'en avaient pas parlé, personne ne serait aperçu qu'il existait. Ma foi, cela doit être fait exprès...

### **Des yaourts impropres à la consommation rappelés dans toute la France - actu.orange.fr 27 octobre 2023**

Des yaourts de la marque Activia, impropres à la consommation, sont rappelés dans toute la France, indique le site gouvernemental Rappel Conso, jeudi 26 octobre. Il s'agit des Activia brassé nature vendus en pack de 8, avec une date limite de consommation fixée au 9 novembre et une heure de production comprise entre 10h40 et 12h25, celle-ci étant codée sur l'opercule des pots.

Ils ont été commercialisés entre le 7 et le 26 octobre dans les supermarchés Auchan, Carrefour, Casino, Leclerc, Intermarché, Système U, Monoprix, Cora, Match et Schiever Distribution. Le marquage du lot est : "GTIN 3033490699833 Lot 09/11 278 BIX 10:40 à 12:25".

Ces produits ont été rappelés car ils présentent "*une non-conformité susceptible d'être visible dès l'ouverture du pot rendant les produits impropres à la consommation (texture liquide comme du lait, risque d'irritation en cas d'ingestion)*". Le site explique que ces yaourts "*ont été fabriqués et/ou conservés dans des conditions ne permettant pas d'apporter de garanties sanitaires satisfaisantes*".

Si le produit a été consommé, il peut provoquer une irritation sans pour autant impliquer des conséquences irréversibles sur la santé. actu.orange.fr 27 octobre 2023

---

### **Tiers-mondisation de la santé en France.**

J-C - Ils ne peuvent pas encore vous envoyer à la guerre ou vous faire bombarder de manière à faire des millions de morts ; ils vous ont bien injecté leur poison génique expérimental à ARN messenger, mais il ne fera des dégâts en masse qu'à retardement seulement, au compte-gouttes ; de la même manière, avec tous les saloperies qu'ils vous filent à bouffer, vous êtes déjà en mauvaise santé mais vous l'ignorez, il faudra attendre encore des années avant que la combinaison de tous ces facteurs produisent suffisamment de morts, par conséquent, pour être sûr que vous ne pourrez pas y échapper, ils vont même aller jusqu'à supprimer les médicaments qui permettraient de vous soigner, tout du moins c'est que la majorité croit, car en réalité ces médicaments vous aideront peut-être à rester en vie, mais il ne vaut mieux pas se demander dans quelle condition, diminués ou handicapés, toujours plus ou moins malades,

bref le sort qu'ils vous avaient promis, comme quoi il est injuste parfois d'affirmer qu'ils mentent tout le temps, il leur arrive de tenir parole !

**"Près de 4.000 médicaments" sont en rupture ou en risque de rupture en France révèle le président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine - actu.orange.fr 27 octobre 2023**

Pour Pierre-Olivier Variot, le président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO), "*énormément de médicaments sont concernés*". "On est à près de 4.000 médicaments [en rupture ou risque de rupture, NDLR] aujourd'hui", explique-t-il sur franceinfo. "*On a des ruptures ponctuelles, qui vont durer un mois, deux mois, certaines peut-être plus. Mais on a aussi des ruptures qui s'inscrivent dans la durée et là, ça devient dramatique*", poursuit-il.

Les médicaments concernés par ces ruptures sont des antibiotiques, "*comme l'amoxicilline*", la cortisone, "*énormément de médicaments comme des anti cancéreux, des anti hypertenseurs, des antalgiques, des antidiabétiques*", précise également le président de l'USPO. Pour ce qui est de l'amoxicilline, "*il y a une grosse disparité au niveau de l'approvisionnement et ce n'est pas normal que les industriels fassent des stocks*", déplore-t-il. actu.orange.fr 27 octobre 2023

J-C - Ici en Inde, j'obtiens tout ce que je veux sans ordonnance en me rendant dans n'importe quelle pharmacie, hormis la morphine en gros.

---

**Ils sont 330.000, la voilà notre armée pour renverser le régime en place !**

**Au moins 624 SDF sont décédés l'an dernier, selon un collectif - AFP/actu.orange.fr 27 octobre 2023**

Au moins 624 personnes vivant dans la rue ou en structures d'hébergement provisoire sont décédées en 2022, un chiffre stable par rapport à l'année précédente, selon un rapport publié vendredi par le collectif "*Les morts de la rue*".

Ces personnes SDF sont décédées avec une "*très grande prématurité*": à 49 ans en moyenne, soit un écart d'espérance de vie de plus de 30 ans avec la population générale.

A noter, l'âge moyen des femmes sans domicile fixe mortes en 2022 était de 46 ans, contre 50 ans pour les hommes SDF, alors que les femmes ont une espérance de vie supérieure (85 ans en 2022) à celle des hommes (79 ans) dans la population française globale.

Le nombre de sans domicile en France a doublé en dix ans, avec plus de 330.000 personnes selon le dernier décompte de la Fondation Abbé Pierre en 2022. Les femmes, familles et mineurs sont de plus en plus nombreux à la rue. AFP/actu.orange.fr 27 octobre 2023

J-C – C'était pour ne pas risquer d'en faire partie que je me suis exilé en Inde avec mes 500 balles mensuelles.



## **Décidément le capitalisme a de plus en plus mauvaise presse. Faites-le savoir.**

### **Salaire : L'odieuse marchandisation des flux migratoires - France-Soir 27 octobre 2023**

Comme le rappelle notre ami Claude Berger, il est impossible de comprendre la crise migratoire sans tenir compte du système du salariat. Depuis les accords de Grenelle en 1968 où les syndicats ont mis de côté la problématique du salariat pour se vautrer dans celle du pouvoir d'achat, le mot "*salariat*" semble venu d'une légende urbaine. Selon la narration spectaculaire de l'auto-entreprise et de la start-up, parler "*salaire*" c'est désuet, parler "*gains, primes et heures sup*", c'est moderne. Cette omerta est une manœuvre idéologique qui a pour but de passer sous silence que les plus gros profits se font sur les salaires. "*Salaire*" est juste le nom technique pour désigner la marchandisation des forces de travail mises en concurrence sur le marché. Autrement dit, si vous n'avez pas assez de capital pour survivre, vous devez vendre votre travail. Le travailleur et le chômeur seront dominés d'un côté par ceux qui ont assez de capital pour ne pas devoir se vendre directement, et de l'autre par ceux qui influencent le marché libéral qui dévalorise les forces de travail pour accroître les gains. Nous voilà pris entre le marteau et l'enclume ; le marteau des capitalistes et l'enclume des libéraux. Bien entendu, le capitaliste est un libéral qui influence le marché avec son poids financier, et le libéral est un capitaliste qui vise à obtenir plus de poids financier pour également influencer le marché.

#### L'humain au minimum

Pour comprendre la logique marchande des flux migratoires, il faut la mettre en parallèle avec la robotisation. On a cru que la robotisation signifierait la disparition du travail et donc du salariat. Le réel nous prouve tout le contraire - et pour longtemps encore. L'outil technique a bradé encore plus le travail et le salaire en mettant l'humain en concurrence avec une invention artificielle plus performante. Et pourtant, dans maints domaines, l'humain reste le moins cher. Si tel n'était pas le cas, toutes les mines de terres rares seraient exploitées exclusivement par des robots, eux-mêmes dirigés par des robots, eux-mêmes téléguidés à distance par une poignée d'ingénieurs. Or ce n'est pas le cas. On a cependant toute la technologie pour mettre en place un tel dispositif. En réalité, c'est une autre logique qui est en jeu ; celle du calcul produit/recette. Tout robotiser reviendrait plus cher que baisser le salaire humain au minimum. L'humain au minimum, cela signifie assurer le minimum vital pour avoir un travail maximum qui rapporte. Assurer de quoi manger (mal), dormir (peu), se loger (dans un petit espace à proximité du lieu de travail), se déplacer (le moins possible ou à pas cher), se reproduire (si besoin) et obéir (le mieux et le plus vite possible). Ça ne vous rappelle rien ? Si bien sûr : l'esclavage ! Une nuance (et encore, ça dépend des époques) : l'esclave n'a pas de salaire. Le salarié obtient un salaire pour avoir une vie d'esclave avec cette illusion nécessaire depuis la révolution, que le salaire lui donne la liberté.

C'est là que les flux migratoires viennent compléter la dérégulation du salariat entamée avec la robotisation. Dans ce monde capitaliste, vous pensez bien qu'un immigré n'est pas vu comme une personne passionnante qui viendrait partager sa culture, son expérience, sa personnalité, pour enrichir la communauté humaine. L'immigré ne fait pas exception à la règle : il est une marchandise. Mettez-vous à la place d'un entrepreneur. Ce dernier a besoin d'une main-d'œuvre en pleine forme ou compétente, qui soit malléable, pas chère et qui lui permette de payer le moins de taxes possibles. Concrètement : faire passer les cadres

supérieurs, les ingénieurs, les professionnels utiles, puis les jeunes hommes et, en parallèle, assurer les commerces illégaux des prostitutions, des clandestins et le passage d'armes et de drogues.

### Expansion de l'esclavage

Coup double. Pays importateurs : briser les systèmes de mutualisation issus des luttes des salariés. Pays exportateurs : empêcher la structuration de telles luttes. Le capital se réserve le remplacement d'une main-d'œuvre vieillissante et/ou récalcitrante, ainsi que l'exploitation des matières premières humaines et naturelles, sans avoir à craindre une organisation salariale locale. La conclusion - aussi indépassable que brutale - est : concentration des richesses, expansion de l'esclavage. C'est ce qu'on appelle une politique libérale ou néolibérale, traditionnellement dite de droite.

Il ne reste plus qu'à masquer ce système d'objectivation (réification) avec de belles intentions œcuméniques. C'est là que la gauche intervient. On tait tout de la dynamique marchande pour montrer les horreurs que vivent les migrants, jouer sur la culpabilité du citoyen censé accueillir, faire rêver les belles âmes d'un monde égalitaire et métissé. La rhétorique élaborée par le politicien et son banquier s'adresse ainsi aux Gilets jaunes : *"Eh mon vieux, toi tu ne bouffes pas depuis un mois, eux ça fait trois. Et si tu leur laissais ta maison, ce serait chic."* Ainsi à l'immigré : *"Regarde là-bas, tout cet argent qui ruisselle. Va tenter ta chance. Tu risques ta vie, mais un sur mille réussira. Ce sera peut-être toi."* Voici le consensus politique : ne rien dire sur le fait que les indigènes ne sont pas prêts à recevoir des personnes qui apportent encore plus d'insécurité salariale, donc sociales et culturelles, et que les migrants sont victimes d'une énième politique de hold-up de matières premières humaines et naturelles organisé par les multinationales. Ces flux sont essentiellement favorisés par deux phénomènes : la guerre et la misère (et non le climat). Dans ces conditions, on peut dire que la politique d'immigration suit, ni plus ni moins, le programme d'un mariage forcé.

La gauche moralisatrice et la droite libérale s'embrassent dans une apothéose capitale où des hommes, des femmes et des enfants se retrouvent catapultés dans l'horreur soudaine et durable pour les migrants, ou embourbés dans l'usure à petit feu pour les indigènes. Pour les politiciens et les banquiers, la jouissance devient sublime quand ces mêmes hommes, femmes et enfants se battent entre eux pour des miettes à coup d'arguments identitaires, moraux, religieux et philosophiques, et à coups de machettes, de battes de base-ball et de Kalachnikov. On connaît la suite implacable de ce trauma entretenu : détournement de ces montées d'adrénaline vers les urnes avec dénouement calculé vers le fascisme de milices et/ou d'État.

C'est seulement à partir de cette base critique du système odieux de l'objectivation marchande (saliariat) qu'il est possible d'imaginer des flux migratoires qui ne soient pas soumis aux diktats du capital et des multinationales. Il s'agit de s'extirper de l'emprise de cette idéologie mortifère pour renouer avec la magie des vraies rencontres sans préjugé ni réaction. Cette prise de conscience et cet effort vers un autre mode de vie concernent aussi bien les pays dits "pauvres" que ceux dits "riches", aussi bien les esprits que les corps. France-Soir 27 octobre 2023

## Commentaires envoyés à FranceSoir

### Un lecteur :

- « Depuis les accords de Grenelle en 1968 où les syndicats ont mis de côté la problématique du salariat pour se vautrer dans celle du pouvoir d'achat, le mot "salariat" semble venu d'une légende urbaine »

Du grand n'importe quoi

### Ma réponse :

- En 68, c'est surtout le socialisme auquel ils ont tourné le dos...

Le "*pouvoir d'achat*", quelle vilaine expression que je n'emploie jamais, tout comme "*le monde du travail*" dont font partie les patrons, si le salaire est indispensable à l'esclave moderne pour survivre, il correspond à une portion de la plus-value qu'il a produit par son travail ou sa force de travail, le salaire est ce que perçoit chaque travailleur, l'ensemble des travailleurs, il a une valeur collective de classe si l'on veut...

Alors que le "*pouvoir d'achat*" renvoie à une vulgaire transaction commerciale purement individuelle, où le sens de la propriété cher au capitaliste domine : C'est à qui cette bagnole ? Elle est à moi, je l'ai achetée, j'en suis le propriétaire, même que c'est écrit ici. Quelle horreur, même le papier hygiénique que j'utilise, je n'ose pas dire que j'en suis l'heureux propriétaire !

Cette personne dispose d'un pouvoir, celui d'acheter ceci ou cela en fonction de son revenu, tout comme le capitaliste ou le banquier, qu'il l'ait mérité ou non n'y change rien. Dès lors tout s'achète et tout se vend, quel monde merveilleux ! Je préférerais vivre dans une société où cette notion ou ce rapport de propriété n'existerait plus, tout comme la propriété privée des moyens de production.

Oui, mais là vous en revenez au socialisme, il faut bien, non, vous préférez rester sous le capitalisme, voyez ce qu'il commet en Palestine occupée...

C'est vrai que le salaire renvoie directement aux rapports d'exploitation, dans certain milieu au sein du mouvement ouvrier, c'est devenu un gros mot, presque tabou, tandis que le "*pouvoir d'achat*" renvoie davantage au consumérisme, au client, au boutiquier très éloigné de la lutte des classes...

### A un autre lecteur :

- Mais surtout, un robot, ça ne consomme pas grand-chose à part un peu d'énergie, effectivement il n'a pas de besoins, mais alors comment le capitalisme va-t-il faire pour écouler toutes les marchandises qui sont produites, pour récupérer le profit qu'elles contiennent s'il n'y a plus personne pour les consommer ? En d'autres qui d'autres que les travailleurs produisent la plus-value, les richesses ?

## Santé.

### **Les déclarations de pharmacovigilance de 2022 sont majoritairement liées aux effets indésirables des vaccins Covid - France-Soir 25 octobre 2023**

Un article d'APM News publié le 11 octobre révèle qu'en 2022, plus de la moitié des cas d'effets indésirables recueillis et enregistrés par les centres régionaux de pharmacovigilance (CRPV) sont liés aux vaccins anti Covid-19, selon le rapport annuel de l'Agence nationale de la sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) publié mercredi 4 octobre.

Les centres de pharmacovigilance enregistrent les cas signalés par les patients, les médecins, les pharmaciens et d'autres professionnels de santé.

Le nombre de cas remontés avait triplé en 2021, sous l'impulsion de la vaccination de masse. En 2022, le nombre de signalements a diminué de 40 %, pour atteindre 102 221 cas, dont 42 339 représentent des effets indésirables graves.

Près de 42 % des signalements proviennent des patients, tandis que 38 % sont émis par les médecins. Ces chiffres comprennent aussi le suivi des patients qui ont déjà signalé des effets secondaires.

Les laboratoires pharmaceutiques ont pour leur part remonté 41 467 nouveaux cas, dont 13 385 effets indésirables graves.

En réponse, l'ANSM a ouvert cinq nouvelles enquêtes de pharmacovigilance, en plus des 67 investigations toujours en cours. France-Soir 25 octobre 2023

---

### **"Médecins de plateau" : Le Syndicat Liberté Santé porte plainte contre André Grimaldi - France-Soir 25 octobre 2023**

Il ne s'agirait pas de les oublier ! Mi-octobre, le Syndicat Liberté Santé (SLS) s'est lancé dans une série de plaintes contre les "médecins de plateau" qui ont sévi pendant la crise du Covid-19, en "générant une peur injustifiée" chez les Français. L'un des "neuf bonimenteurs" n'est autre que le Pr André Grimaldi.

Le lendemain du nouvel an 2022, ce professeur du CHU Pitié-Salpêtrière à Paris s'était fendu d'une tribune pour le moins osée, dans laquelle il conseillait "à toute personne adulte refusant de se faire vacciner de rédiger des directives anticipées pour dire si elle souhaite ou non être réanimée". Une manière bien à lui de participer au malheureux "tri des patients" que les soignants devaient s'imposer. Aussi le Pr André Grimaldi a-t-il marqué les esprits.

Si bien qu'il figure sur la liste des "neuf bonimenteurs" que le SLS a décidé d'attaquer en justice. Auprès de l'Ordre des médecins, ce dernier accuse le médecin des fautes suivantes :

- Abus de crédulité publique et pratique de charlatanisme ;

- Défaut aggravé de mesure et de prudence et non-respect de l'obligation de délivrer une information médicale loyale et honnête dans son expression publique ;
- Défaut de mise à jour de ses connaissances avant expression publique ;
- Non déclaration de ses liens d'intérêt dans le cadre de son expression publique ;
- Discrimination et manque de confraternité portant atteinte à l'honneur et à la probité de la profession.

En demandant des poursuites, voire une radiation, le communiqué se conclut ainsi : "*Cette procédure ordinale a pour but de défendre l'honneur de la profession et d'empêcher le Professeur Grimaldi de nuire à la santé de millions de Français, en lui rappelant le Serment qu'il a prêté.*" France-Soir 25 octobre 2023

---

### **Les contrats d'achat de Pfizer par la Commission européenne dévoilés - reseauinternational.net 27 octobre 2023**

Fuite : L'accord secret d'achat de vaccins que la Commission européenne a signé avec Pfizer a été rendu public. Page 48, paragraphe 4 :

Efficacité inconnue  
Événements indésirables inconnus  
Effets à long terme inconnus

Ils vous ont dit que c'était sûr et efficace. Ils vous ont menti :

- Contrat entre la Commission européenne et Pfizer (accord de fabrication et de fourniture) – <https://archive.org/details/contract-03/page/50/mode/2up>

4. L'État membre participant reconnaît que le vaccin et les matériels liés au vaccin, ainsi que leurs composants et matériels constitutifs, sont en cours de développement rapide en raison des circonstances d'urgence de la pandémie de COVID-19 et qu'ils continueront d'être étudiés après la fourniture du vaccin aux États membres participants dans le cadre du contrat d'achat anticipé. L'État membre participant reconnaît en outre que les effets à long terme et l'efficacité du vaccin ne sont pas connus à l'heure actuelle et qu'il peut y avoir des effets indésirables du vaccin qui ne sont pas connus à l'heure actuelle. En outre, dans la mesure où cela est applicable, l'État membre participant reconnaît que le vaccin ne sera pas sérialisé.